

BlanquerGate : après les nouvelles révélations de Libération du mardi 24/11, le Rectorat doit sortir de son silence

Samedi 21, le SNES-FSU Orléans-Tours a découvert un article paru dans le quotidien *Libération*, intitulé *Avenir lycéen, un syndicat modèle modelé pour Blanquer*. Il fait suite à une enquête précédente publiée par *Mediapart*. **Lundi 23**, un autre article de *Mediapart* affirme les liens du ministre avec *Avenir Lycéen*. **Mardi 24**, le quotidien *Libération* publie des échanges démontrant l'implication de l'académie d'Orléans-Tours.

Depuis samedi, le Rectorat est directement mis en cause,
Depuis samedi, le SNES-FSU Orléans-Tours interpelle le Rectorat, sans aucune réponse donnée ni aux syndicats, ni à la presse.

Les questions sont pourtant légitimes, touchant à la mission émancipatrice de l'école et au rôle des instances lycéennes. En effet, s'il est normal dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté-et donc au CAVL- de faire émerger des débats, des controverses, d'apprendre aux élèves à penser par eux-mêmes, s'il est normal de les faire réfléchir à leur communication, à poser les enjeux, il est pour le moins étonnant que les communiqués soient quasi-entièrement réécrits par des adultes, alors que les élus au CAVL eux-mêmes (cf. les comptes rendus de cette instance) ont émis de fortes réserves sur la réforme du lycée.

Plus grave encore, cela se fait au bénéfice d'un syndicat lycéen nouvellement et opportunément créé-et bien financé- pour dire du bien de la réforme du lycée et du bac, largement contestée par les organisations d'élèves et de personnels en décembre 2018. Ce même syndicat lycéen s'illustrera par la suite par une ligne continue de vote et d'expressions en faveur du ministre.

Avec de telles révélations, négation absolue de l'éducation à la citoyenneté, il est à craindre que soit altérée auprès des jeunes l'idée même de représentation lycéenne, que nous avons tant de mal à construire dans nos établissements. Et pendant ce temps là-le parallèle est troublant-le ministère promeut cet absurde SNU, qui ne conçoit l'expression de la jeunesse qu'enrégimentée, et le gouvernement fait voter des lois liberticides.

Qui a donné l'ordre de promouvoir Avenir Lycéen dès le 9 décembre dans notre académie? Le Rectorat a-t-il agi de sa propre initiative ou sur ordre du Ministère ? Qui a réécrit les communiqués des lycéennes et lycéens dans un sens pro-réforme ? Pourquoi les élèves du CAVL se sont-ils retrouvés à promouvoir Avenir Lycéen ?

Le SNES-FSU Orléans-Tours apporte son soutien aux élu-e-s lycéen-ne-s et aux organisations lycéennes démocratiques et indépendantes du pouvoir politique de l'académie. Il exige qu'une commission d'enquête indépendante soit nommée pour faire la lumière sur ces révélations et établir si le Rectorat a agi de sa propre initiative ou sur ordre du Ministère. S'il est établi que le Ministère a utilisé de l'argent public pour monter de toutes pièces une organisation lycéenne destinée à servir sa communication et que le Rectorat d'Orléans-Tours a contribué à son instrumentalisation, alors nous avons affaire à un scandale qui touche l'ensemble de l'appareil d'État au sein de l'Éducation nationale et les responsables doivent être sanctionné-e-s. **Il appelle le Rectorat à sortir de son mutisme et à prendre enfin la mesure de la crise qui secoue notre institution.**